

Quelles solutions face au tourisme de masse ?

Par Mégane De Amorim, Marie-Line Darcy et Anne Le Nir, le 7/8/2017 à 08h45

Habitants excédés, sites naturels ravagés ou pollués, villages muséifiés, les dégâts du tourisme de masse sont légion. Face à ce phénomène, plusieurs collectivités tentent de trouver une réponse conciliant accueil touristique et préservation de la qualité de vie sur place. Tour d'horizon.



? Les Baux-de-Provence veulent faire revenir des habitants

La municipalité cherche des solutions pour inverser la tendance qui a conduit le village à se muséifier sous la pression touristique, au grand dam de ses habitants.



Les Baux-de-Provence. / Eric Fabrer

« Il passe près de 200 000 touristes devant ma porte en un an, c'est incessant », soupire Jacques Moniquet, habitant des Baux depuis 53 ans. Le village escarpé de Provence où vivent 380 personnes voit passer chaque année un million et demi de touristes, dont 80 % l'été. « Le village n'étant pas grand, cela pose des problèmes d'engorgement, de qualité d'accueil, de stationnement », énumère le maire, Michel Fenard. Il se souvient avoir dû appeler les pompiers, l'été dernier, « parce que des touristes en étaient venus aux mains pour une place de parking ». Sur ce point, la municipalité pense avoir trouvé une solution avec la construction prochaine d'un grand parking à 1,5 km du village.

Pour éviter un afflux massif de touristes à certains moments de l'année, la ville s'est aussi donné les moyens « d'étaler la saison le plus longtemps possible en développant des animations en dehors de l'été, comme l'accueil d'artistes peintres », poursuit le maire. Des randonnées et des circuits d'observation d'oiseaux ont également été imaginés dans le même but. « Cela a donné de bons résultats, on a des visiteurs de Pâques jusqu'à la Toussaint », se félicite Claire Novi, chargée de

l'événementiel à l'office du tourisme.

À LIRE : Philippe Violier : « Personne ne sait mesurer la saturation d'un lieu touristique »

Le maire souhaite maintenant « réinstaller de la population dans le vieux village » et doubler le nombre d'habitants. Actuellement, seules 22 personnes vivent encore dans le quartier intra-muros. Les prix de l'immobilier, très élevés, obligent ceux qui travaillent là à se loger ailleurs, notamment à Arles, à une vingtaine de kilomètres.

« Nos jeunes ont beaucoup de mal », confirme Jacques Moniquet. Cet artisan assure que l'image « négative liée au tourisme a gâché l'esprit du village ». Pour aider la population à revenir, le maire projette de « créer des logements » en rénovant des ruines et des bâtiments communaux. « Il faut aussi que les commerçants qui se sont approprié les rez-de-chaussée pour faire des boutiques se rendent compte qu'il pourrait y avoir des logements aux étages », ajoute Michel Fenard.

La solution pourrait inspirer les communes voisines. D'autant que pour Jacques Moniquet, le problème est en train de s'étendre à toute la région. « Mon petit-fils est allé vivre à Maussane-les-Alpilles, juste à côté. C'était un village paisible, mais qui commence à souffrir du même phénomène », constate-t-il, amer.

? A Lisbonne, les associations de quartier ouvrent la voie

Le Portugal devrait recevoir 21 millions de touristes en 2017. Une effervescence qui bouleverse la quiétude des villes, à commencer par la capitale.



Des touristes, à Lisbonne. / BONY/SIPA/SIPA

Le mur est peint en jaune. D'une couleur commune à Lisbonne, il passerait totalement inaperçu si un petit panneau d'interdiction original n'attirait l'attention des passants. « *Pipi ici, non !* », lit-on sur le bandeau qui barre le petit personnage en train de se soulager.

« *Nous avons fait recouvrir le mur d'enceinte du centre de santé de notre quartier d'une peinture hydrofuge. Le liquide retourne dans les jambes de l'impétrant. C'est très efficace* », explique Isabel Sá da Bandeira, responsable de l'association « Ici vivent des gens » du quartier Misericordia.

La mairie de cet arrondissement du centre historique a soutenu et financé le projet du mur. Une initiative portée par les rares habitants du quartier, de plus en plus exaspérés. « *Nous sommes voisins du secteur dit de la Rue rose, et ce sont des milliers de gens, lisboètes et touristes, qui s'agglutinent devant les bars et les boîtes de nuit. Les nuisances sont nombreuses, entre le bruit, les déjections et j'en passe* », expose calmement Isabel Sá da Bandeira.

La Rue rose, ainsi nommée pour son asphalte rose bonbon, délimite une zone de loisirs où la vie nocturne bat son plein. Le mur jaune anti-urine est une barrière bien mince face à des débordements qui semblent infinis. « *Nous n'avons rien contre les touristes*, note Isabel Sá da Bandeira. *Mais le manque de civisme est devenu insupportable. Les dépliants touristiques disent clairement que Lisbonne est très permissive. Il règne un sentiment d'impunité.* »

La mairie de la Misericordia fait ce qu'elle peut. « *Nous avons perdu plus d'un millier d'habitants en un an et demi. Nous croulons sous les déchets laissés par les noctambules, alors que nos moyens n'ont pas augmenté* », explique Carla Madeira, la maire de l'arrondissement. L'hyper-centre est désormais réservé aux touristes. Les hôtels y poussent comme des champignons : 60 établissements ont ouvert en trois ans.

DIAPORAMA : [Heurs et malheurs de l'écotourisme en Mercantour](#)

Poussés par la crise, les habitants de la capitale ont vendu leurs biens, ou les ont transformés en logement pour les visiteurs. La pression touristique provoque l'emballement des prix de l'immobilier : ils ont augmenté de 30 % en valeur cumulée ces dernières années. Lisbonne a dû enrichir son vocabulaire du mot *gentrification*. Le gouvernement a pris des mesures pour encadrer certains secteurs, comme les chambres chez l'habitant, désormais contrôlées sous l'appellation « Logement local ».

Les autorités viennent aussi d'interdire la circulation des bus touristiques dans le centre, après avoir banni le stationnement des « tuk-tuk », ces taxis motos, près des monuments comme la cathédrale ou le monastère des Hiéronymites. Mais pour les associations de quartier, il s'agit de « *cautères sur une jambe de bois* ». Elles réclament de toute urgence une nouvelle politique du logement et de l'aménagement du territoire. Et s'interrogent : pourquoi Lisbonne n'a-t-elle pas appris des erreurs de ses prédécesseurs, comme Barcelone, l'autre destination phare de la péninsule Ibérique ?

? Les îles Sanguinaires transformées en « promenade littorale »

Une opération du Réseau des Grands Sites de France a instauré plusieurs interdictions pour sauver la faune et la flore de l'archipel corse.



Les îles Sanguinaires, en Corse. / Stephane Frances/ onlyfrance.fr

La presqu'île de la pointe de la Parata et l'archipel des îles Sanguinaires, sites naturels exceptionnels, forment un des lieux les plus prisés de Corse, avec 470 000 visiteurs par an. L'été, d'immenses cargos accostés à Ajaccio y acheminent les touristes par centaines.

« L'endroit était surfréquenté, dans de très mauvaises conditions », explique Jean-Pascal Ciattoni, directeur du syndicat mixte qui s'occupe maintenant du site. *« Les bus de tourisme et les voitures pouvaient pratiquement pénétrer jusqu'au bout de la presqu'île et les gens se dispersaient partout. Résultat : la végétation avait totalement disparu, le maquis corse était ravagé par le piétinement »,* poursuit-il.

La dégradation de la presqu'île a pris fin avec une opération du Réseau des Grands Sites de France, sollicité pour intervenir. La circulation automobile a été interdite, la route transformée en « promenade littorale », des parkings ont été aménagés en amont et les sentiers balisés *« de manière à ce que les promeneurs n'essaient pas dans la nature »*, précise le directeur du site.

Cette solution radicale a provoqué l'agacement des Ajacciens, qui se rendent régulièrement sur l'archipel. *« Les deux ou trois premiers mois ont été difficiles, concède Jean-Pascal Ciattoni, mais maintenant les Ajacciens se sont réapproprié le site et ce sont les premiers à regarder si les autres visiteurs respectent les règles. »*

DOCUMENT : Le Vatican plaide pour « un tourisme à visage humain »

À l'avenir, la réglementation pourrait encore se durcir. Le gestionnaire envisage de fermer entre janvier et mai une partie de l'île de Mezu Mare, la plus grande de l'archipel, car les oiseaux marins y font leurs nids, qu'il convient de protéger.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le tourisme ne souffre pas de ces multiples interdictions. Le label Grand Site de France, obtenu après les aménagements, aurait même « *dopé la fréquentation* ». « *Cette année, on a constaté une augmentation de 12 % des cars stationnés sur le site par rapport à l'année dernière* », relève Jean-Pascal Ciattoni.

Mais cette nouvelle politique a un coût pour les collectivités : les dépenses de fonctionnement s'élèveraient désormais à 750 000 € par an, notamment pour financer la présence d'agents qui veillent au respect des nouvelles règles. « *Si l'on veut conserver ce patrimoine merveilleux, il faut s'en donner les moyens* », tranche le directeur du site.

? Les Cinque Terre adoptent une carte solidaire

Le Parc national des Cinque Terre, situé sur la côte sauvage de la Riviera en Ligurie, combat avec ingéniosité les dangers du tourisme de masse.



Des visiteurs débarquent au Cinque Terre. / Dave Yoder/The New York Times-Redux-Rea

Les villages des Cinque Terre, en Ligurie, ont chacun leur charme particulier propice aux rêves enchanteurs. Il y a Riomaggiore, l'écrin des vieux pêcheurs, Manarola, le plus ancien des bourgs, Corniglia perché à flanc de falaise, Vernazza au panorama à couper le souffle, et Monterosso, séparé en deux par une barre rocheuse qui plonge dans les eaux cristallines de la Méditerranée.

Ces bourgs aux maisons colorées comptent 4 000 habitants au total et sont intégrés dans le Parc national des Cinque Terre, qui s'étend sur 3 860 hectares. Au fil des siècles, des générations de paysans ont façonné les versants montagneux pour cultiver la terre en terrasses où sont plantées vignes, oliviers et citronniers. Toutes les terrasses sont soutenues par des murets en pierre sèche qui constituent le trait identitaire des Cinque Terre.

Depuis son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco en 1997, ce lieu est visité chaque année par plus de 2 millions de vacanciers. Le tourisme est devenu la première source de revenus, avec tous les risques que cela engendre pour l'environnement et les activités traditionnelles.

« C'est l'histoire du serpent qui se mord la queue parce que le tourisme amène prospérité et dégradation, constate le directeur du Parc national des Cinque Terre, Vittorio Alessandro. Le vrai désarroi des autochtones c'est la masse de croisiéristes qui n'ont pas le sens de l'écologie. Mais grâce au soutien des communes nous sommes les premiers en Italie à avoir pris des mesures originales pour préserver un site fragile. »

Parmi ces dernières, la « Cinque Terre Card » existe depuis 2001. Elle propose notamment la carte « Multiservices » (16 € par jour) qui inclut les transports en train entre Levanto et La Spezia, et en minibus électriques, l'accès aux sentiers pédestres, à des visites guidées et au réseau wi-fi. « Ce système permet de mieux contrôler les flux touristiques, d'éviter les véhicules polluants, et les fonds perçus par le Parc national sont réinvestis dans l'agriculture et l'achat de matériel servant à entretenir les murs en pierre sèche », détaille Vittorio Alessandro.

En 2016, ces cartes ont permis de récolter 10 millions d'euros. Une partie de l'argent a par exemple été consacrée à la formation de jeunes, dont des réfugiés. Objectif : assurer notamment la transmission de la technique de construction des murs en pierre sèche. Un savoir-faire qui s'intègre pleinement à la préservation écologique d'un patrimoine commun.

Mégane De Amorim, Marie-Line Darcy et Anne Le Nir